

Entretien de M. Willy Spühler, ancien Conseiller fédéral,  
avec M. Chang Wen-chin, Ministre-assistant du Ministère  
des Affaires étrangères (19 juin 1973)

---

I.

La Chine, le monde et l'URSS

M. Chang Wen-chin:

Depuis quelques temps la voix de la Chine commence à se faire entendre dans le concert international. Mais elle n'a pas encore beaucoup de poids. Nous accroissons nos contacts avec l'Europe afin d'être en mesure de jouer un rôle plus important.

En Asie, nous tenons plus de place.

La situation en Indochine s'est améliorée, mais il faut parvenir à une détente plus complète.

Sur notre frontière du Nord, les choses vont moins bien. Nos relations avec l'URSS sont tendues. Le Kremlin chante des airs pacifiques, mais se comporte en réalité comme un nouveau Tsar. C'est avec l'avènement de Khrouchtchev que nos rapports se sont détériorés, car nous avons compris que ce que les Soviétiques veulent, c'est contrôler la Chine. Aucun progrès n'est à noter dans nos pourparlers frontaliers qui durent pourtant depuis longtemps. L'URSS cherche sans cesse à susciter des mouvements antichinois. Nous sommes en outre très sceptiques en ce qui concerne la détente en Europe. L'URSS est très active sur ce continent. Il y a d'une part la Conférence européenne de sécurité, et d'autre part les voyages de Brejnev. Il s'est rendu en Allemagne fédérale, et, après un séjour aux Etats-Unis, il ira en France.

La Suisse comprend bien cet ensemble de problème.

M. Spühler:

L'URSS veut développer son économie et simultanément

- 2 -

consolider ses positions dans le monde, notamment en Europe de l'Est. Je ne crois pas qu'elle ait des visées agressives à l'encontre de l'Europe occidentale. Mais en maintenant ses positions de force en Europe de l'Est, elle démontre qu'elle ne veut pas de relations réellement libres avec l'Occident.

La détente a deux visages.

Pour les Soviétiques, il s'agit de consolider les frontières de son empire.

Pour les Occidentaux, il s'agit d'établir une ouverture et des contacts entre les populations.

Il est vrai qu'un état qui entretient des forces armées hors de chez lui présente un danger pour les autres pays. Nous y pensons toujours, même si nous souhaitons des relations plus ouvertes avec l'Union Soviétiques.

En résumé: Je n'ai pas l'impression qu'il y ait un danger de guerre en Europe. Mais l'Europe doit être armée, prête à se défendre. C'est la politique que la Suisse pratique, qui n'entend pas relâcher sa défense nationale.

M. Chang Wen-chin:

Globalement, je suis d'accord avec votre commentaire. L'URSS a une politique expansionniste qu'elle sait adapter à une situation internationale mouvante.

Il serait très difficile à l'URSS de déclencher une guerre. Si elle recourt aux armes nucléaires, ce serait une guerre incontrôlable.

Si elle ne recourt qu'aux armes conventionnelles, elle n'a pas la certitude de gagner.

Elle consacre dès lors toutes ses forces à la préparation de la guerre.

- 3 -

En Orient, elle exerce une politique de haute pression parce qu'elle est dépitée de constater l'indépendance d'une Chine qu'elle avait pensé pouvoir contrôler. C'est pourquoi elle envoie beaucoup de soldats à nos frontières.

Elle dirige son fer de lance contre la Chine et cherche en conséquence la détente avec les pays occidentaux. Elle pratique une politique du sourire à leur égard parce qu'ils sont économiquement plus forts qu'elle, et qu'ils ont de grands moyens militaires. Elle veut gagner du temps et, créant une atmosphère de fausse sécurité, amener l'Occident à relâcher sa vigilance.

Nous doutons que l'URSS entende renoncer à ses visées d'agression armée. Le budget militaire soviétique est le plus haut du monde et représente une très grande proportion de son revenu national.

Les Etats-Unis ont aussi des troupes en Europe. Mais à l'intérieur du pays, beaucoup de voix s'élèvent pour en demander le retrait. L'Union Soviétique fait tout le contraire: elle augmente ses forces en Europe de l'Est. L'Europe de l'Est est un appendice de son empire et elle veut le conserver. Elle espère entraver le mouvement vers l'unité de l'Europe de l'Ouest tout en chassant la présence américaine d'Europe.

Elle aspire à un nouveau Yalta.

M. Spühler:

Je souscris à de nombreux points de votre analyse. L'URSS ne veut rien lâcher qui puisse diminuer sa position de force.

D'une part, elle considère qu'elle a besoin de son bastion de l'Europe de l'Est. D'autre part, elle a <sup>un</sup> besoin tout aussi évident de développement économique parce que dans ce domaine, elle est moins forte que l'Occident.

La croissance économique est nécessaire, car les états industriels développés peuvent opérer des redressements très rapides; la force militaire est souvent fonction de la force économique. On l'a bien vu au cours des deux guerres mondiales.

Certes, aujourd'hui, l'opinion publique occidentale ne croit pas au risque de guerre. C'est ce qui gêne les gouvernements, qui ont grand peine à développer leurs armements.

L'URSS, elle, n'a pas besoin d'avoir tant d'égards pour sa population!

M. Chang Wen-chin:

Vous avez raison. Il est naturel que les peuples européens, si éprouvés dans un récent passé, aspirent à la paix. En outre, ils ont confiance en eux-mêmes.

Mais si on ne se met pas sur ses gardes dès le début, on peut éprouver de terribles déconvenues. Certes, le Japon et Hitler ont été battus, mais après quelles pertes et après quelles épreuves!

Si l'URSS n'est pas forte économiquement, elle l'est militairement. Et c'est un pays trompeur!

Elle forme des forces pro-soviétiques à l'intérieur des pays occidentaux. Les partis communistes européens travaillent pour l'Union Soviétique en empêchant leur pays d'améliorer leur défense nationale. C'est pourquoi nous ne les considérons pas comme des partis communistes, mais comme des partis révisionnistes.

D'autre part, l'URSS se dirige vers le Sud-Est. Elle s'implante en Méditerranée, au Moyen Orient, dans le Golfe Persique, dans l'Océan indien. Elle veut aussi utiliser les pays qui reçoivent son aide économique pour alimenter la subversion dans d'autres états.

- 5 -

L'URSS a échoué dans son agression contre la Chine. Elle n'a pas les moyens d'attaquer l'Ouest. C'est pourquoi elle se dirige vers le Sud. De la Méditerranée à l'Océan indien. Autrefois, ces régions avaient des relations avec l'Occident. Aujourd'hui, l'URSS s'y est infiltrée ce qui affaiblit l'influence occidentale.

M. Spühler:

La pénétration de l'URSS vers le Sud représente un énorme succès de sa politique. Jamais auparavant elle n'était parvenue à quelque chose d'approchant.

Le Proche Orient est le point faible de l'Occident, surtout avec la pénurie de pétrole qui se dessine. On voit par là la vulnérabilité des puissances industrielles. La crise du Proche Orient peut exercer plus tard une très grande influence sur la politique occidentale.

Néanmoins, on peut remarquer que des pays de cette région, qui avaient été perméables à l'influence soviétique, se sont mis à réagir. Il y a peut-être une certaine incompatibilité entre l'Islam et le Communisme.

M. Chang Wen-chin:

Dans une guerre, la notion du fort et du faible est relative. Lorsqu'il s'agit d'une guerre juste les forces populaires trouvent des ressources insoupçonnables.

Il est possible qu'au Moyen Orient la question religieuse ait joué un rôle. Mais ce sont surtout les attentats de l'URSS contre la souveraineté et l'indépendance de ces états qui ont été déterminants. Le mécontentement augmente de jour en jour.

On dit que la Chine est trop nerveuse. Nous ne le sommes pas, mais nous sommes sur nos gardes. Nous connaissons à fond la

- 6 -

politique d'agression de l'URSS. Nous voulons la paix, mais nous pensons que le meilleur moyen de la préserver c'est d'être prêt à nous défendre.

C'est pourquoi nous apprécions la position de la Suisse.

Est-ce que la Chine veut rivaliser avec l'URSS? Non. Nous ne voulons pas d'hégémonie, mais nous voulons que tous les pays puissent conserver leur souveraineté nationale. Par exemple, nous soutenons le Viêt-nam, mais la décision qui sera prise le sera par le Viêt-nam lui-même. S'il veut combattre jusqu'au bout, nous le soutenons. S'il veut négocier, nous le soutenons également. Nous ne lui donnons pas d'ordre.

L'URSS, elle, voulait nous donner des ordres...

## II.

### L'Inde, le Tibet, la Suisse

#### M. Chang Wen-chin:

L'Inde, quant à elle, veut utiliser le Tibet. Beaucoup de gens s'intéressent au Tibet, et aussi en Suisse.

Le Tibet est une partie du territoire chinois. Quand la Chine s'est libérée, le Tibet l'a été également. Nous lui avons laissé une grande autonomie. Mais ses conditions sociales étaient dramatiques. Le servage y régnait à l'état sauvage. On tuait les gens selon son bon plaisir. Nous avons laissé au Tibet deux Lamas, en les influençant pour qu'ils procèdent à des réformes indispensables.

L'Inde a utilisé les dignitaires lamaïques et les grands propriétaires fonciers pour susciter une rébellion en 1959. Comme elle n'avait pas de soutien populaire, elle a très vite échoué.

- 7 -

Les grands propriétaires se sont enfuis en Inde, emmenant avec eux beaucoup de leurs serfs.

Un certain nombre d'entre eux ont été conduits au Népal, et ils y ont causé des troubles. Le gouvernement népalais éprouve de grandes difficultés, car il n'a pas les moyens de faire face à la situation.

Un autre groupe de Tibétains est resté en Inde, ce qui constitue d'ailleurs un lourd fardeau pour ce pays.

L'Inde cherche à utiliser ces rebelles tibétains dans des actions de subversion. Ils prétendent également que la Chine veut exterminer la race tibétaine. Tout cela est fait dans un but agressif à l'encontre de la Chine.

Nous espérons que les pays amis ne se laisseront pas abuser par cette activité.

Nous avons déjà parlé de cette question à l'ambassadeur de Suisse. Nous avons noté que la Suisse a pris des mesures pour éviter des difficultés.

Tout cela est déjà du passé. J'en parle pour vous expliquer la situation.

A l'égard des rebelles, notre politique est la suivante. S'ils veulent rentrer au Tibet, nous les accueillons à condition qu'ils soient prêts à contribuer au développement du pays.

S'ils ne veulent pas rentrer, nous ne cherchons pas à exercer une pression sur eux.

Mais nous ne voulons pas qu'ils utilisent un pays ami contre la Chine.

Ce n'est d'ailleurs pas un grand problème, même avec l'Inde. Si nos relations avec la Nouvelle Delhi sont mauvaises, c'est pour d'autres raisons.

La question des frontières n'est pas non plus très importante. On peut même laisser ce problème en suspens.

- 8 -

Notre souci principal, c'est que l'Inde a tiré profit des difficultés internes du Pakistan pour l'attaquer. Elle a fait d'une partie de ce pays un pays indépendant. Et elle retient 90'000 prisonniers de guerre. Ce n'est pas conforme aux Droits de l'homme, et ce n'est pas conforme non plus aux résolutions des Nations Unies. D'ailleurs, l'Inde est utilisée par l'URSS.

M. Spühler:

Les Tibétains ne jouent aucun rôle en Suisse. Ils n'y exercent aucune influence. En Suisse, on a peut-être trop considéré l'aspect religieux de l'affaire, et négligé son aspect social.

Je suis très heureux de connaître votre point de vue à ce sujet, mais je crois que c'est une question réglée.

Pour nous, il s'agit de pays lointains sur lesquels notre information est fragmentaire.

Je crois que le grand problème ce sont les relations entre l'Inde et le Pakistan. Une fois qu'il sera réglé, j'espère que les rapports entre la Chine et l'Inde seront meilleurs. J'y attache une grande importance, car ce serait une garantie de plus pour le maintien de la paix en Asie.

M. Chang Wen-chin:

C'est juste.

La Suisse est un pays imprégné par une tradition humanitaire. Vous n'êtes pas bien placés pour recevoir des informations concernant le Tibet. Celles qui vous sont parvenues sont arrivées de l'Est, des pays occidentaux et de l'Inde. Vous manquez d'informations sur les problèmes intérieurs de la Chine.

- 9 -

Il y a beaucoup de minorités en Chine. Autrefois, elles étaient opprimées par les Han. En outre, le gouvernement réactionnaire attirait par la corruption, achetait, les classes supérieures de ces minorités, et ces classes, à leur tour, oppriment leurs sujets.

Après la libération, nous avons pratiqué une politique d'égalité. Il n'y a plus d'oppression. Et nous aidons ces minorités à développer leur propre culture, ainsi que leur économie, dans l'autonomie. Vous verrez, en visitant l'Institut des Minorités, beaucoup de choses intéressantes à ce sujet.

En ce qui concerne la religion, nous avons en Chine la liberté de croyance. Il y a des bouddhistes, des musulmans, des protestants, des catholiques etc.

Certes, les jeunes n'ont plus de croyances religieuses. Mais les personnes du 3ème et du 4ème âge en ont.

Le Tibet avait des lois inspirées du bouddhisme.

Ce à quoi nous nous opposons, c'est que l'étranger utilise la religion pour intriguer contre la Chine.

Les relations sino-suisse étaient et sont bonnes. La question tibétaine a causé certains d'inconvénients mais n'a pas d'influence sur l'état global de nos relations.

Le gouvernement suisse a déjà pris des mesures, et il n'y aura plus de problèmes.

Si la Suisse accorde asile sur une base humanitaire, c'est son affaire. Mais ces Tibétains ne doivent pas exercer une influence politique.

M. Spühler:

Le gouvernement suisse a limité le nombre des Tibétains qu'il accueille. Au début, lorsqu'ils sont arrivés, il y a eu

- 10 -

une certaine émotion. Mais depuis, personne n'en parle plus. A l'exception d'un petit article de journal.

Je suis très content que votre Ambassade en Suisse fasse un grand effort pour accroître notre information.

Il y a aujourd'hui en Suisse un intense intérêt pour la Chine, alimenté par les échanges culturels qui se multiplient. J'ai d'ailleurs proposé à l'Association du peuple chinois pour l'Amitié avec les pays étrangers de développer encore ces échanges. Il est rare qu'il y ait chez nous une telle vague de compréhension et d'amitié à l'égard d'un autre pays.

M. Chang Wen-chin:

C'est une excellente proposition. Il y a d'ailleurs maintenant en Suisse une bien meilleure information sur notre pays. Un petit exemple. Lorsque j'ai accompagné M. Chi Peng-fei à la Conférence de Paris sur le Vietnam, en février dernier, notre avion a dû faire une escale imprévue à Genève. Nous avons pris un taxi pour aller en ville. Le chauffeur était très cordial. Il nous a dit qu'autrefois la Télévision et la Radio transmettaient souvent des critiques de la Chine. Mais depuis quelques années les choses ont changé. Il y a maintenant des reportages très amicaux et très favorables à notre pays.

Nous avons été émus par cette preuve d'amitié provenant d'un simple citoyen suisse. C'est que maintenant vous ne recevez plus d'informations sur la Chine par l'intermédiaire de tiers plus ou moins mal intentionnés, mais de source directe, et le climat a changé.

\* \* \*



4 ex. à la Dir. politique



AMBASSADE DE SUISSE  
EN CHINE

Pékin, le 20 juin 1973

Réf.: 101.0 - NT/hw

CONFIDENTIEL

Monsieur le Conseiller fédéral  
Pierre Graber  
Chef du Département Politique Fédéral

3003 B e r n e

en	FK				c/a
Date	9.7.				10.7.
Vise	mk				fw
EPO		9. Juli 1973			
Ref.		a. 132.7.			

Visite de M. Spühler (I)  
Tibet

Monsieur le Conseiller fédéral,

Bien que la visite à Pékin de M. Spühler ne soit pas encore terminée, je vous envoie sous ce pli le compte-rendu de son entretien avec M. Chang Wen-chin, Ministre-assistant du Ministère des Affaires étrangères.

M. Chang est une personnalité importante qui a la confiance du Premier Ministre et qui participe activement à toutes les négociations entre la Chine et les Etats Unis.

Après un tour d'horizon du plus vif intérêt, M. Chang a abordé le problème du Tibet, qu'il a longuement développé.

Je m'abstiens de tout commentaire parce que M. Spühler verra encore l'Institut des Minorités, où on lui parlera certainement du Tibet.

Par le prochain courrier je vous adresserai un rapport d'ensemble sur la visite de votre prédécesseur ainsi que mes appréciations sur l'affaire tibétaine.

Je pense qu'il serait opportun de faire tenir une copie du texte ci-joint à notre Ambassade à la Nouvelle Delhi.

Veuillez agréer, Monsieur le Conseiller fédéral, l'assurance de ma haute considération.

L'AMBASSADEUR DE SUISSE:

Annexes

*J. L. Nober*

*4/10/73  
Nun Bundesrat hätte bei dem zuständigen v. in Bern in der Hand.  
Nun Bundesrat hätte bei dem zuständigen v. in Peking Kenntnis genommen.*